

Deloitte.

The Deloitte CFO Survey

La morosité s'installe

Résultats du 4ème trimestre 2014

Janvier 2015

Suisse

Audit. Fiscalité. Conseil. Corporate Finance.



Sommaire

Indice de Confiance des CFO	3
Points-clés du sondage	4
Défis et opportunités pour 2015	5
Ralentissement des perspectives économiques	6
L'affaiblissement des indicateurs économiques : un sujet de préoccupation	7
Zoom sur l'incertitude et le risque	8
Un appétit au risque en net recul	9
Questions spécifiques sur la cyber-sécurité	10
Annexe 1 : Graphiques complémentaires	11
Annexe 2 : Archives de données	12
Contacts et auteurs	14

Nous avons le plaisir de vous présenter la vingt-deuxième édition de notre sondage trimestriel mené auprès des directions financières des grandes entreprises basées en Suisse. Le sondage analyse leurs comportements en matière de perspectives économiques, de financement, de stratégie et de risques. Il est conçu de manière à identifier les tendances et les principaux changements au sein des entreprises suisses. La CFO Survey est une publication unique en son genre en Suisse.

La CFO Survey du 4ème trimestre a été réalisée du 24 novembre au 15 décembre 2014. Au total, 129 CFO, représentant des sociétés cotées et de grandes entreprises privées, y ont pris part. Les participants représentent l'ensemble des grandes industries de l'économie suisse.

La Deloitte CFO Survey est rédigée et produite par Dr. Michael Grampp, Chief Economist, et Dennis Brandes, Research Manager, Deloitte.

Note sur la méthodologie

Dans ce sondage, certains graphiques indiquent les résultats sous forme de solde net, obtenu en retranchant le pourcentage de personnes interrogées donnant une réponse négative du pourcentage de celles donnant une réponse positive. Les réponses qui ne sont ni positives, ni négatives sont considérées comme neutres.

En raison des arrondis, le total n'atteint pas toujours 100%. Pour des raisons de lisibilité, l'intégralité des questions du sondage n'est pas systématiquement prise en compte dans l'étude publiée. La sélection des questions pertinentes se fait en fonction du contexte économique et financier actuel. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations concernant les questions ne figurant pas dans ce sondage.

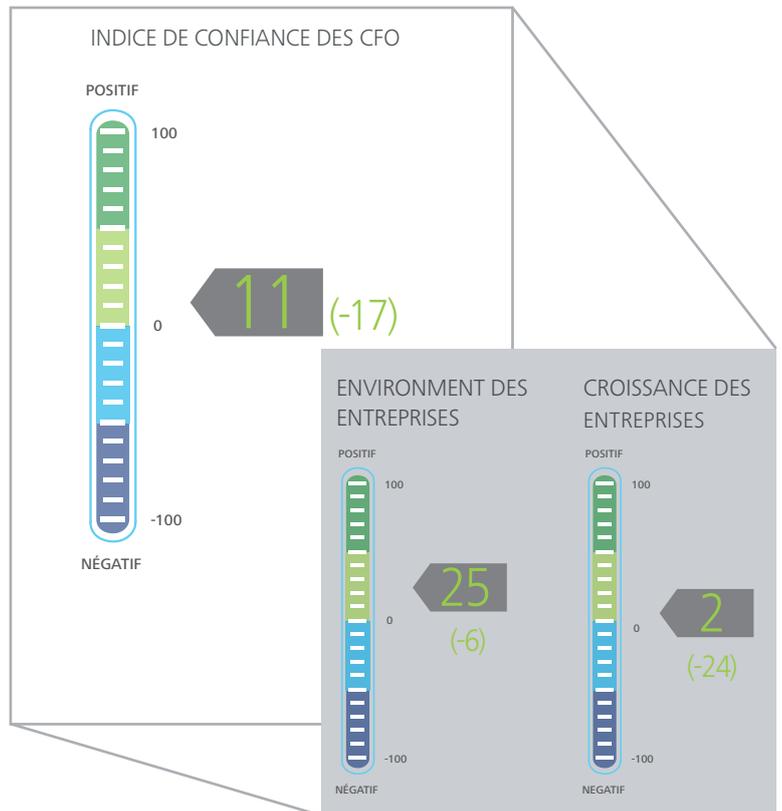
Indice de confiance des CFO

Le climat au sein des directions financières d'entreprises suisses est devenu plus frileux. Le nombre des CFO qui se montrent prudemment optimistes face à une conjoncture difficile et incertaine a davantage baissé par rapport au trimestre précédent. L'appétit au risque des CFO, encore robuste au troisième trimestre, a également diminué. Le renchérissement du franc suisse, suite à l'abandon du cours plancher avec l'euro, devrait contribuer à accentuer ce climat d'incertitude auprès des CFO.

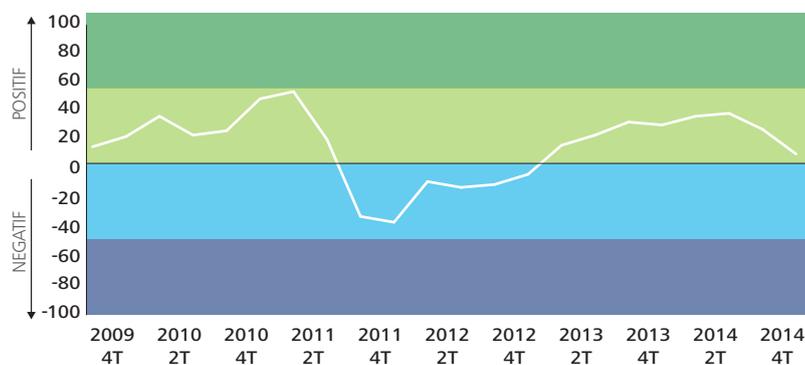
Les facteurs qui ont fait basculer le moral des CFO au dernier trimestre se sont nettement accentués ce trimestre. L'optimisme, qui était de mise il y a douze mois, s'est désormais évaporé. Pourtant, le pessimisme n'a pas encore atteint les niveaux les plus faibles observés en 2011.

L'indice de confiance des CFO montre une tendance claire à la baisse. Déjà au troisième trimestre, l'indice avait chuté de 11 points, en passant de 39 à 28 points. Ce trimestre, il a de nouveau perdu 17 points pour atteindre 11 points. Au troisième trimestre, le sous-indice de l'environnement des entreprises était le principal facteur à l'origine de la chute de l'indice, avec une variation de -17 points. A contrario, ce trimestre, c'est le sous-indice de croissance qui est principalement responsable du recul de 24 pour cents de l'indice de confiance.

En dépit de ce climat morose, quelques signes positifs subsistent. En effet, de nombreux CFO entrevoient des perspectives de croissance sur les marchés étrangers en 2015 et se focalisent sur l'innovation, avec de nouveaux produits et services.



EVOLUTION DE L'INDICE DE CONFIANCE DES CFO



L'indice de confiance des CFO
L'indice de confiance Deloitte des CFO compile les résultats de la CFO Survey, reconduite régulièrement. Il comprend deux sous-indices: le sous-indice de l'environnement des entreprises (pondéré à hauteur de 40%) et le sous-indice de croissance des entreprises (pondéré à hauteur de 60%).

Le sous-indice de l'environnement des entreprises reflète l'opinion des CFO sur la conjoncture économique dans son ensemble et inclut leur point de vue sur les perspectives de l'économie, de l'environnement financier (coût et disponibilité du crédit), des risques de change et de la demande sur les marchés étrangers. Le sous-indice de croissance des entreprises reflète l'opinion des entreprises sur la croissance et présente le point de vue des CFO sur les perspectives de l'entreprise, de croissance du chiffre d'affaires, des investissements, des nouvelles embauches, de l'appétit au risque et des activités de fusions-acquisitions.

Points-clés du sondage



41%

sont optimistes quant aux perspectives économiques pour la Suisse au cours des douze prochains mois.

Un ralentissement économique en perspective

Au cours des douze derniers mois, la proportion des CFO optimistes quant aux perspectives économiques pour la Suisse a pratiquement diminué de moitié, passant de 80% à 41%. La crainte d'une récession est néanmoins à peine perceptible: seuls 8% des participants pensent que le pays devra faire face à une récession au cours des deux prochaines années. L'abandon du cours plancher avec l'euro devrait peser encore davantage sur les perspectives économiques.



43%

prévoient une baisse des marges d'exploitation au cours des douze prochains mois.

Des indicateurs économiques dégrisants

Ce trimestre, les attentes en matière de chiffres d'affaires et de marges d'exploitation pour les douze prochains mois sont en diminution. Pour la première fois depuis la fin de l'année 2012, une majorité de CFO s'attendent également à une baisse des investissements alors que la balance des perspectives d'embauches futures affiche un solde négatif.



70%

considèrent le moment inopportun pour prendre plus de risques avec le bilan de leurs entreprises.

Un appétit au risque en fort déclin

Alors que lors des trois trimestres précédents, les CFO faisaient montre d'un appétit au risque robuste, ils affichent désormais plus de prudence. Seuls 30% d'entre eux pensent que le moment est opportun de prendre plus de risques avec leurs bilans, soit 21 pour cents de moins qu'au troisième trimestre.



34%

perçoivent la détérioration des flux de trésorerie comme un risque pour leurs entreprises.

Les risques externes au coeur des perceptions

Tout comme au troisième trimestre, les CFO perçoivent les risques externes comme la plus grande menace pesant sur leurs entreprises, parmi lesquels ils citent les crises géopolitiques, le durcissement des réglementations applicables aux entreprises et une baisse de la demande extérieure. Ils se montrent davantage préoccupés qu'au trimestre précédent quant à la détérioration des flux de trésorerie, laquelle est perçue comme un risque par 34% des CFO (soit une augmentation de 4 pour cents par rapport aux résultats du troisième trimestre).

Défis et opportunités pour 2015

Comme à l'accoutumée en fin d'année, nous avons demandé aux CFO quels sont, selon eux, les principaux défis et opportunités qu'ils envisagent pour leurs entreprises pour l'année à venir. Alors que les questions d'entreprise et les opportunités étaient au premier plan des perspectives pour 2014, il semble que les défis, tant actuels que futurs, dominent les prévisions pour 2015.

Les influences et les tensions externes constituent à nouveau un sujet de préoccupation. Les CFO se montrent particulièrement inquiets face au renforcement de la réglementation, craignant notamment qu'une réglementation plus stricte du marché du travail n'en vienne à exacerber la forte pénurie de main-d'œuvre qualifiée à laquelle ils sont d'ores et déjà confrontés. Néanmoins, les CFO se montrent plus optimistes quant à la crise actuelle dans la zone euro : à la différence de la crise entre la Russie et l'Ukraine qui constitue un sujet de préoccupation, elle est à peine mentionnée dans les défis.

De même qu'en 2013, les CFO perçoivent les possibilités de croissance à l'étranger à la fois comme une opportunité majeure et un défi. Ils s'attendent à une augmentation de la pression sur les marges et les coûts. Cette préoccupation transparaît également dans d'autres résultats identifiés ce trimestre.

Nombreux sont les CFO qui entrevoient des perspectives de croissance à l'étranger et souhaitent en tirer profit pour étendre leurs marchés. Outre l'innovation technologique qui reste la pierre angulaire de ce domaine, les entreprises prévoient également d'élargir leurs gammes de produits. Alors que l'optimisation des processus constituait selon les sondages précédents un défi, il est à présent de plus en plus perçu comme une opportunité.

SELON VOUS, QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS QUE DEVRA RELEVER VOTRE ENTREPRISE EN 2015?



Réponses récurrentes apportées à la CFO Survey du quatrième trimestre 2014

SELON VOUS, QUELLES SONT LES PRINCIPALES OPPORTUNITÉS POUR 2015?



Réponses récurrentes apportées à la CFO Survey du quatrième trimestre 2014

Ralentissement des perspectives économiques

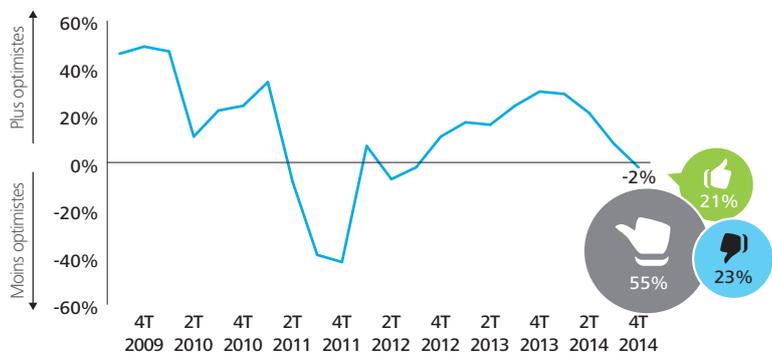
GRAPHIQUE 1. ATTENTES EN TERMES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Solde net des CFO jugeant positivement / négativement les perspectives économiques de la Suisse au cours des 12 prochains mois



Les tendances des trimestres précédents se confirment au quatrième trimestre. Les attentes en matière de croissance économique au cours des douze mois à venir sont à présent retombées trimestre après trimestre, pendant quatre trimestres successifs. Le principal facteur à l'origine de cette détérioration est le pourcentage de CFO jugeant positives les perspectives économiques de la Suisse, lequel a diminué de moitié depuis le quatrième trimestre 2013, passant de 80% à 41%. Au cours de la même période, la part des CFO jugeant négatives les perspectives économiques du pays a augmenté de 2% à 12% alors que la proportion de ceux qui ne les jugent ni positives ni négatives était de 47%, soit 18% de plus qu'il y a un an. Ainsi, les CFO s'attendent à un ralentissement plutôt qu'à une paralysie. Leurs craintes de récession au cours des deux prochaines années sont restées pratiquement inchangées. Tout comme une autre question le montre, le pourcentage des CFO qui pensent que la Suisse fera face à une récession dans les deux années à venir est resté en-dessous des 10% pour les six derniers trimestres.

GRAPHIQUE 2: LES PERSPECTIVES FINANCIÈRES DES ENTREPRISES D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE

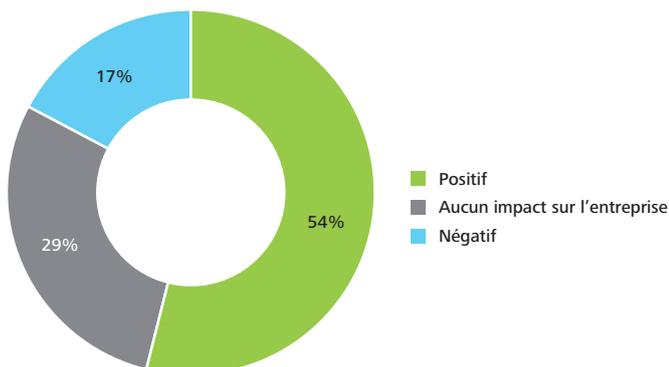
Solde net montrant comment les CFO perçoivent actuellement les perspectives financières de leurs entreprises en comparaison avec trois mois auparavant



Les perceptions des CFO sondés en matière de perspectives économiques se sont aussi détériorées depuis le troisième trimestre. Pour la première fois en neuf trimestres, une maigre majorité est désormais moins optimiste qu'au trimestre précédent (solde net: -2%).

GRAPHIQUE 3: ATTENTES EN TERMES DE PERSPECTIVES FINANCIÈRES DES ENTREPRISES

Solde net des CFO jugeant positivement / négativement les perspectives financières de leurs entreprises au cours des 12 prochains mois



Nous avons demandé aux CFO leurs points de vue sur les perspectives économiques du trimestre écoulé et, pour la première fois dans notre sondage de fin d'année, nous les avons également interrogés sur les perspectives de leurs propres entreprises pour les douze prochains mois. En dépit du ralentissement actuel, la plupart des CFO demeurent optimistes quant aux perspectives pour l'année 2015. Un solde net de 37% prévoit une amélioration des perspectives financières de leurs entreprises au cours des 12 prochains mois (54% les jugent positives et 17% négatives).

Les CFO se montrent plus optimistes quant aux perspectives pour leurs propres entreprises que pour l'économie suisse en général, avec des soldes nets respectifs de 37% et 29%. Aussi, plusieurs CFO se montrent sans aucun doute confiants dans leurs capacités à réussir à faire face à un contexte économique difficile.

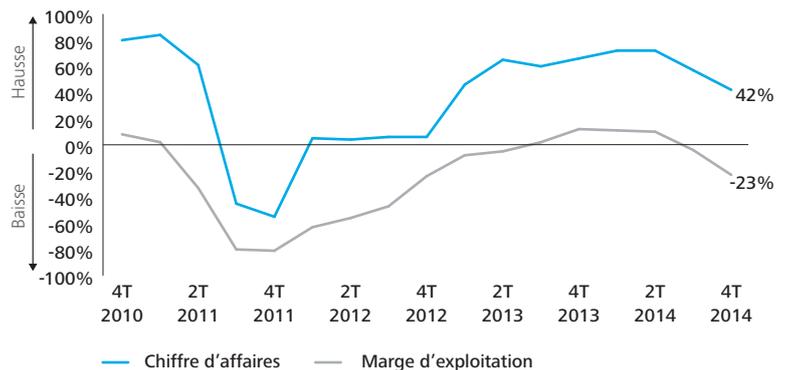
L'affaiblissement des indicateurs économiques: un sujet de préoccupation

L'affaiblissement des attentes en matière de croissance économique ainsi que les perspectives économiques transparaissent également dans les attentes des CFO quant aux indicateurs spécifiques d'entreprise. Les attentes en termes de chiffres d'affaires sont légèrement en baisse alors que celles pour les marges opérationnelles présentent une baisse significative. Des différences notoires sont également à observer en fonction de la taille des entreprises dirigées par les CFO. Alors que 71% de toutes les entreprises qui ont un chiffre d'affaires supérieur à CHF500 millions s'attendent à ce que leurs revenus augmentent, seuls 47% des CFO d'entreprises au chiffre d'affaires inférieur à CHF500 millions partagent cet avis. Les CFO de grandes entreprises sont plus susceptibles d'attendre une amélioration de leurs marges opérationnelles (27% d'entre eux alors qu'ils ne sont plus que 18% pour les plus petites entreprises à partager ce point de vue). La proportion de ceux qui anticipent une détérioration de leurs marges opérationnelles est sensiblement plus faible parmi les CFO des entreprises plus grandes (27% contre 51% de solde net).

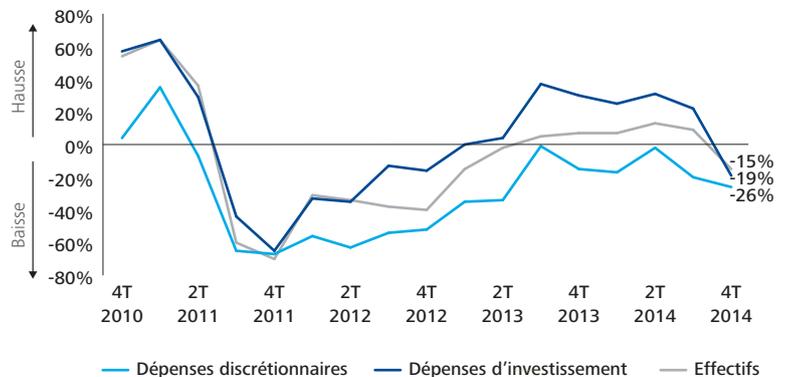
Pour la première fois depuis fin 2012, la plupart des CFO prévoit une baisse des dépenses en capital au cours des 12 prochains mois. Les prévisions pour les futures embauches sont également négatives ce trimestre alors que les attentes en matière de dépenses discrétionnaires ont poursuivi leur déclin depuis le deuxième trimestre 2011.

Les liquidités, ici mesurées en termes d'actifs liquides au bilan et de cash flow opérationnel, se sont montrées relativement robustes de manière générale. Depuis le lancement des archives de données au quatrième trimestre 2010, les CFO ont eu des prévisions négatives en matière de liquidité des actifs pendant seulement trois trimestres. Les prévisions, aussi bien pour les actifs liquides que pour le cash flow opérationnel, sont cependant en forte baisse depuis le quatrième trimestre de 2014, même s'ils restent positifs. La baisse des attentes en matière de chiffres d'affaires et les prévisions négatives en termes de marges ont un impact négatif sur les attentes des CFO en matière de liquidités.

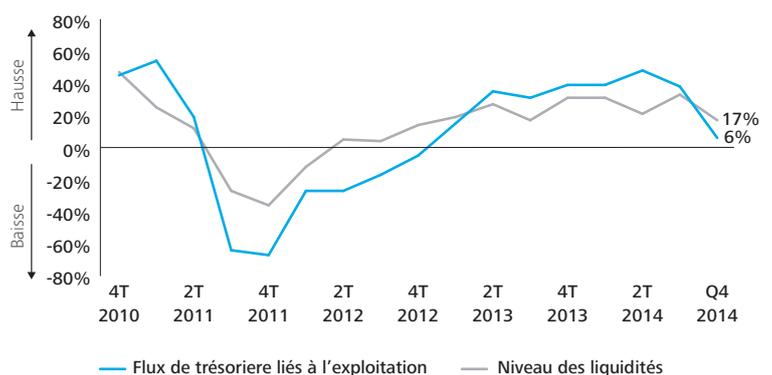
GRAPHIQUE 4: PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: CHIFFRES D'AFFAIRES ET MARGES
Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/baisse des chiffres d'affaires et des marges d'exploitation au cours des 12 prochains mois



GRAPHIQUE 5: PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: DÉPENSES
Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation / baisse des dépenses discrétionnaires, des dépenses de capital et du nombre d'employés au cours des 12 prochains mois.



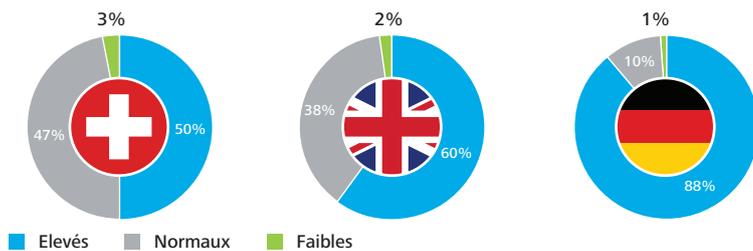
GRAPHIQUE 6: PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS
Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/baisse des flux de trésorerie et des liquidités figurant au bilan de leurs entreprises au cours des 12 prochains mois.



Zoom sur l'incertitude et le risque

GRAPHIQUE 7: EN SUISSE, L'INCERTITUDE RESTE ÉLEVÉE MAIS MOINS QU'AILLEURS

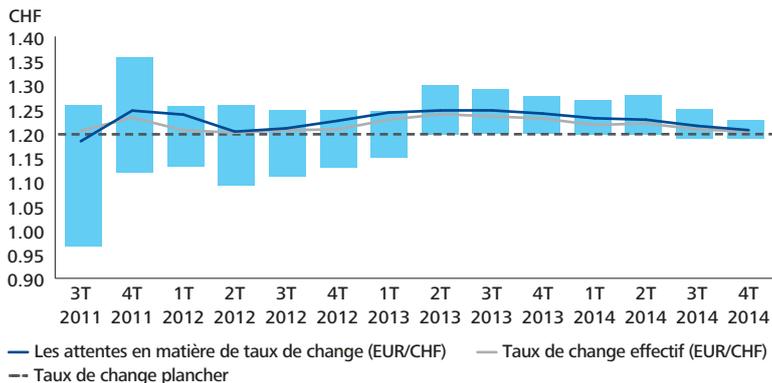
Comment évaluez-vous le niveau d'incertitude actuel lié au contexte économique et financier?



Source : Survey CFO Deloitte, données disponibles les plus récentes

GRAPHIQUE 8: L'AMPLITUDE DES PRÉVISIONS DE TAUX DE CHANGE SE RÉDUIT

A quel taux de change vous attendez-vous pour le Franc suisse contre l'euro dans 12 mois?

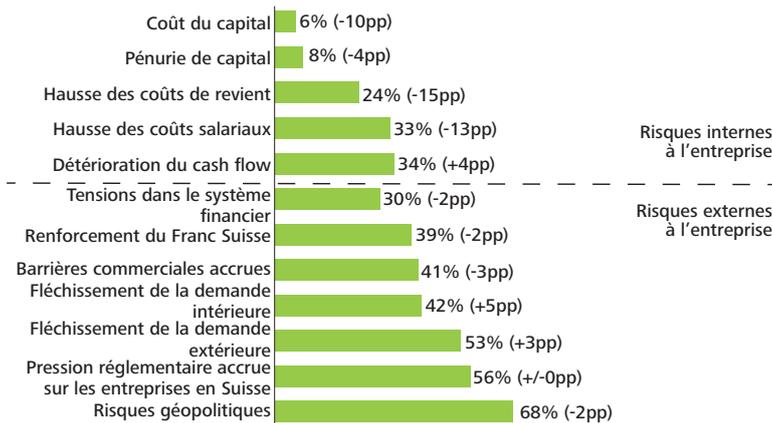


Les barres bleues indiquent l'ensemble des réponses (moyenne obtenue entre le maximum des 10% des réponses les plus élevées et le minimum qui correspond au 10% des réponses les plus faibles)

Source : Banque nationale suisse, Deloitte

GRAPHIQUE 9: LES RISQUES EXTERNES AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS

Parmi les facteurs suivants, quels sont ceux susceptibles de constituer un risque substantiel pour votre entreprise au cours des douze prochains mois (plusieurs réponses possibles)



Parenthèse : variation par rapport au 3ème trimestre 2014 en points de pourcentage (pp)

Alors que le contexte économique et financier mondial reste très incertain, ce climat d'incertitude est moins présent en Suisse que, par exemple, en Allemagne. Cinquante pour cents des CFO suisses estiment que l'incertitude est élevée ou très élevée alors qu'en Allemagne, les CFO sondés par Deloitte sont 88% à partager cet avis. Bien que l'économie suisse ne puisse pas fonctionner isolée de l'environnement international, elle s'est montrée relativement robuste au cours des dernières années. L'un des facteurs qui a contribué à réduire cette incertitude, du moins en matière de facteurs monétaires, est la politique monétaire menée par la Banque nationale suisse.

Notre étude réalisée au 4ème trimestre montrait que les prévisions situaient le taux de change EUR/CHF légèrement au-dessus des 1.20 pour les 12 mois à venir. La surprise de l'abandon du taux plancher en a été d'autant plus grande. Lors de la réalisation de notre étude, en décembre 2014, seuls 3 CFO s'attendaient à une baisse du taux de change en deçà des 1.20 au cours des 12 prochains mois. Depuis le dernier trimestre 2011, les prévisions des CFO concernant les taux de change étaient toujours légèrement supérieures au taux de change effectif sur la période. Cela signifiait que les CFO s'attendaient vraisemblablement à une légère baisse du franc suisse et non à son appréciation. Avec l'abandon du cours plancher, la période de faible volatilité semble également arriver à son terme. A la question encore hypothétique au moment de notre étude sur quel serait le cours de change EUR/CHF un an après l'abandon du taux plancher, les CFO répondaient 1.12 en moyenne. L'amplitude des réponses variaient plus que pour les prévisions du taux de change à 12 mois : 27% s'attendaient à un taux inférieur à 1.10 et 17% s'attendaient à un taux supérieur à 1.20.

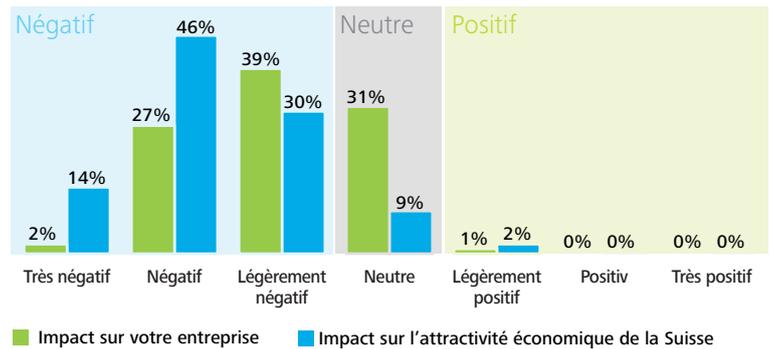
De même que lors des trimestres précédents, le risque externe constitue la principale source de préoccupation pour les CFO au quatrième trimestre. Les risques géopolitiques continuent de figurer en tête de la liste des facteurs de risque, suivis par le renforcement de la réglementation applicable aux entreprises en Suisse et la baisse de la demande extérieure. Trente-quatre pour cents des CFO se montrent préoccupés par la détérioration du flux de liquidités, soit une augmentation de quatre points depuis le troisième trimestre. Cependant, les CFO continuent de percevoir l'environnement financier comme très favorable : ils sont de moins en moins à le percevoir comme un risque (voir Annexe 1: questions séparées).

Un appétit au risque en net recul

En 2014, les préoccupations en matière de possible futures réglementations en Suisse ont été en particulier alimentées par l'impact du nombre de référendums. Ainsi, le double impact de tous les référendums tenus cette année, tant sur l'économie suisse que sur les entreprises individuelles, est perçu comme négatif. Alors que 90 % des CFO pensent que les référendums auront un impact négatif sur la Suisse comme pôle économique, 68% d'entre eux estiment qu'ils auront un effet négatif sur leurs propres entreprises.

GRAPHIQUE 10: IMPACT DES RÉFÉRENDUMS

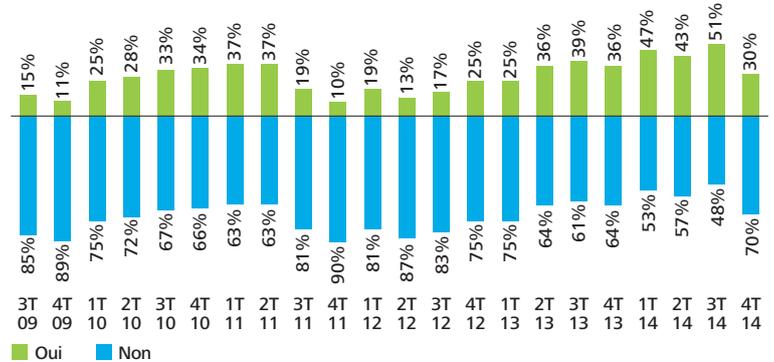
Comment évaluez-vous l'impact des différents référendums organisés en 2014 sur votre entreprise/sur la Suisse comme pôle économique?



Au cours des derniers trimestres, l'appétit au risque des CFO, en grande mesure épargné par l'augmentation des menaces, a atteint des niveaux record. Cependant, au quatrième trimestre, le nombre de ceux qui pensent que c'est le bon moment de prendre plus de risques a chuté de 21 pour cents, la plus grande baisse observée depuis le lancement du sondage au troisième trimestre 2009. Le nombre de ceux qui prévoient de prendre plus de risques au cours des six prochains mois est également en baisse de 8%. Parmi les raisons récurrentes à l'origine de cette frilosité au risque figurent, en particulier, une culture d'entreprise généralement peu encline à la prise de risques, une grande incertitude sur les plans financier, économique et politique, un manque d'opportunités d'investissement attractives et un financement d'entreprise inadéquat.

GRAPHIQUE 11: L'APPÉTIT AU RISQUE DIMINUE

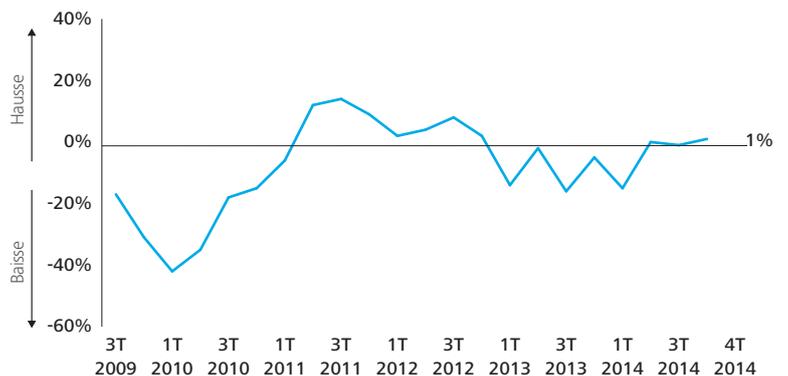
Pour vous, est-ce le bon moment de prendre plus de risques?



Malgré l'accroissement de la perception des risques et une diminution de l'appétit au risque chez les CFO, il n'y a presque pas eu d'augmentation du niveau de risque financier au cours des trimestres précédents. Seule une très faible minorité rapporte une augmentation du niveau de risque ce trimestre (un solde net de 1%).

GRAPHIQUE 12: LES RISQUES RESTENT INCHANGÉS

Au cours des douze derniers mois, comment a évolué votre niveau de risque financier? (solde net)

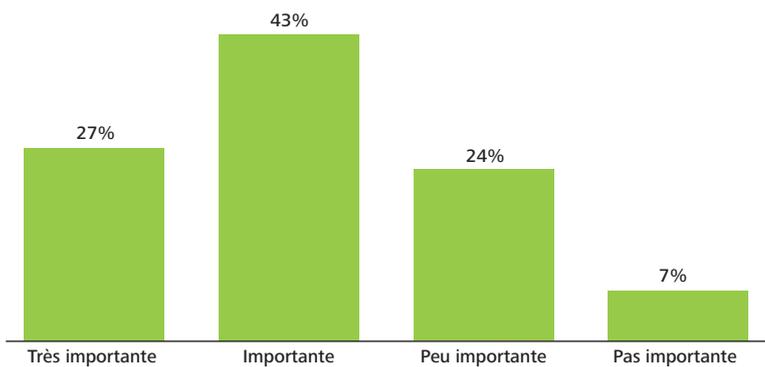


1 Le risque financier inclus des facteurs tels que le taux d'endettement, l'incertitude quant à la valorisation des actifs, l'évolution des taux d'intérêts et l'exposition aux variations des taux de change

Questions spécifiques sur la cyber-sécurité

GRAPHIQUE 13. IMPORTANCE DE LA CYBER-SÉCURITÉ POUR LA DIRECTION DE VOTRE ENTREPRISE

Quelle importance revêt la cyber-sécurité pour la direction de votre entreprise?

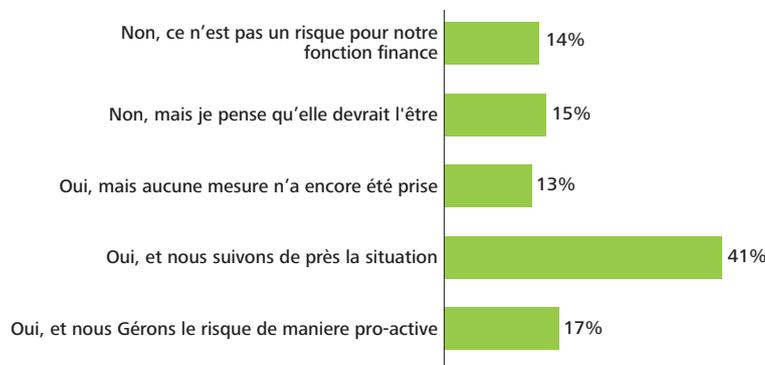


La hausse mondiale des cyber-attaques sur les entreprises fait de plus en plus régulièrement la une de la presse financière. En outre, ce type d'attaques ne vise pas seulement les grandes entreprises: les petites et moyennes entreprises sont également désormais prises pour cibles. Nos questions spécifiques sur la cyber-sécurité ont été conçues de manière à évaluer l'importance accordée à cette question dans les entreprises suisses et à déterminer si les CFO pensent que leurs entreprises sont en mesure de se défendre contre le risque d'une cyber-attaque.

La plupart des entreprises prennent désormais cette question au sérieux: près de 70% des CFO affirment que leur entreprise la considère comme assez importante, voire très importante (voir Graphique 13). Trente-et-un pour cents rapportent néanmoins que leur entreprise juge cette question peu ou pas importante. Les CFO des institutions financières, plus que dans tout autre secteur d'activité, perçoivent l'importance de la question de la cyber-sécurité pour leur entreprise.

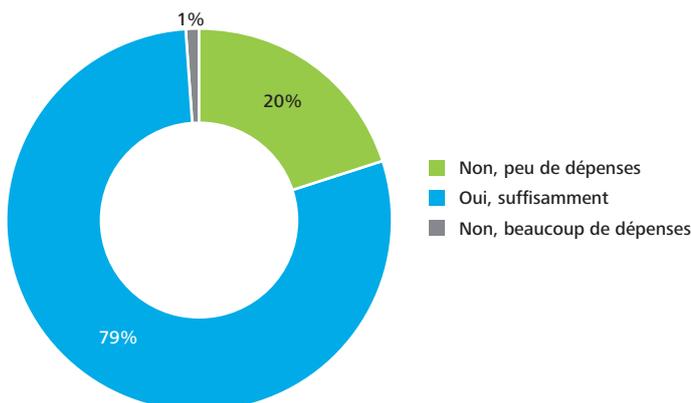
GRAPHIQUE 14. IMPORTANCE DE LA QUESTION DE LA CYBER-SÉCURITÉ POUR LA FONCTION FINANCE DE VOTRE ENTREPRISE

Selon vous, le cyber-crime constitue-t-il un risque pour la fonction finance de votre entreprise?



Etant donné que la fonction finance des entreprises est de plus en plus prise pour cible, nous avons aussi demandé aux CFO comment ils évaluent la menace dans leurs domaines et les mesures prises pour la contrer. Là encore, seuls 17% ont une attitude proactive dans la gestion de la menace posée par la cybercriminalité; la majorité d'entre eux (41%) se contentent de suivre l'évolution de la situation.

GRAPHIQUE 15: INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE DE LA CYBER-SÉCURITÉ
Selon vous, votre entreprise investit-elle suffisamment dans le domaine de la sécurité contre les cyber-attaques?

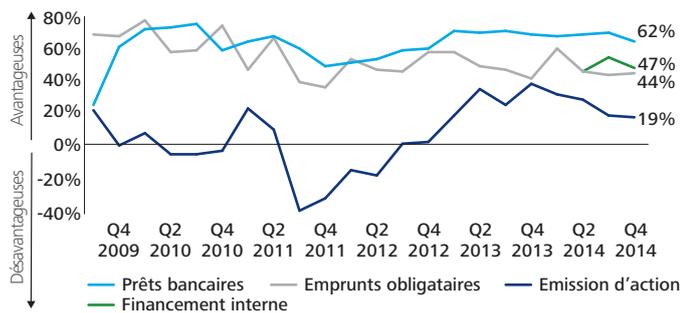


Soixante-dix-neuf pour cents pensent que les investissements actuels de leurs entreprises en matière de cyber-sécurité sont suffisants et, à peine 20% d'entre eux jugent insuffisants les investissements de leurs entreprises en la matière. En dépit de l'importance de la cyber-sécurité, la plupart des CFO pense qu'un investissement plus important ne suffirait pas à minimiser le risque. Déterminer s'il s'agit là d'un faux sentiment de sécurité est difficile. Pour les entreprises, cela peut prendre plusieurs jours, voire plusieurs mois, pour détecter des atteintes à leurs systèmes de sécurité et pour reconnaître que leurs investissements en matière de cyber-sécurité étaient insuffisants. Aussi, cela peut leur causer des dommages considérables.

Annexe 1: Graphiques complémentaires

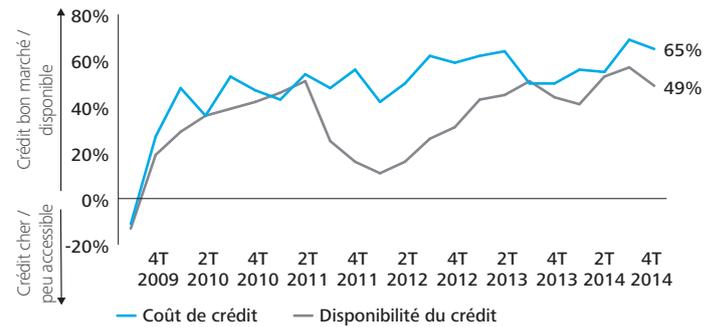
UN ENVIRONNEMENT FINANCIER FAVORABLE

Comment évaluez-vous les modes de financement ci-après en tant que possibles sources externes de financement pour les entreprises suisses ? (solde net)



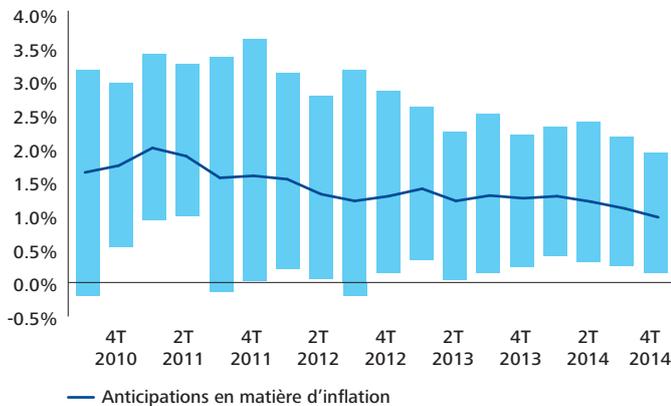
COÛT ET DISPONIBILITÉ DU CRÉDIT

Solde net des CFO estimant le crédit cher / bon marché et son accès difficile / facile



PRÉVISIONS EN MATIÈRE D'INFLATION

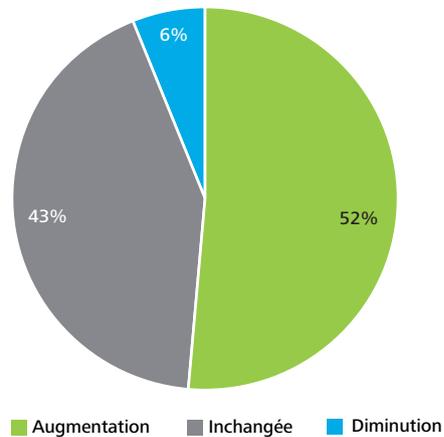
A quel taux d'inflation vous attendez-vous dans un délai de deux ans, par rapport à l'index des prix à la consommation suisse ?



Les barres bleues indiquent l'étendue des réponses (les 10% des réponses les plus élevées représentant le maximum et les 10% des réponses les plus faibles représentant le minimum)

ACTIVITÉS DE FUSIONS- ACQUISITIONS

Au cours des douze prochains mois, à quelle évolution vous attendez-vous concernant les activités de fusions- acquisitions sur les marchés dans lesquels votre entreprise exerce ses activités?



Annexe 2: Archives de données

Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous avons classé dans ce tableau toutes les réponses aux questions couvertes par le rapport. En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Tous les résultats de cette étude depuis le troisième trimestre 2009 sont consultables sur notre site internet à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey

	1T 2011	2T 2011	3T 2011	4T 2011	1T 2012	2T 2012	3T 2012	4T 2012	1T 2013	2T 2013	3T 2013	4T 2013	1T 2014	2T 2014	3T 2014	4T 2014
A vos yeux, quelles sont les perspectives économiques pour la Suisse dans les 12 prochains mois ?																
Positives	81%	58%	10%	4%	20%	33%	26%	28%	53%	56%	63%	80%	76%	75%	53%	41%
Ni positives, ni négatives	16%	27%	24%	13%	45%	39%	44%	41%	35%	39%	32%	18%	22%	23%	38%	47%
Négatives	2%	15%	66%	83%	36%	28%	30%	32%	11%	5%	4%	2%	3%	3%	9%	12%
Résultat net	79%	42%	-56%	-79%	-16%	5%	-4%	-4%	42%	51%	59%	79%	73%	73%	44%	29%
Comparé aux trois derniers mois, comment jugez-vous les perspectives financières de votre entreprise ?																
Plus optimistes	42%	18%	13%	10%	27%	20%	26%	35%	32%	36%	37%	38%	37%	33%	26%	21%
Inchangées	50%	55%	35%	38%	52%	53%	46%	42%	52%	45%	50%	55%	55%	56%	55%	55%
Moins optimistes	8%	27%	52%	52%	21%	27%	28%	23%	16%	19%	13%	7%	8%	12%	18%	23%
Résultat net	34%	-8%	-39%	-42%	7%	-7%	-2%	11%	17%	16%	24%	30%	29%	21%	8%	-2%
Selon vous, comment évolueront les chiffre d'affaires pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?																
Augmenteront	89%	74%	22%	14%	38%	39%	40%	34%	57%	75%	73%	74%	80%	81%	68%	54%
Pas de changement	6%	13%	11%	16%	29%	27%	27%	38%	31%	15%	15%	18%	13%	10%	21%	34%
Diminueront	5%	13%	67%	69%	33%	34%	34%	28%	11%	10%	13%	8%	7%	9%	11%	12%
Résultat net	84%	61%	-45%	-55%	5%	4%	6%	6%	46%	65%	60%	66%	72%	72%	57%	42%
Selon vous, comment évolueront les marges opérationnelles pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?																
Augmenteront	36%	24%	3%	5%	7%	6%	13%	26%	23%	30%	32%	35%	35%	41%	29%	20%
Pas de changement	31%	19%	14%	8%	24%	31%	27%	24%	46%	35%	38%	42%	41%	29%	38%	37%
Diminueront	33%	57%	83%	87%	70%	63%	60%	50%	31%	35%	30%	23%	24%	30%	33%	43%
Résultat net	2%	-33%	-80%	-81%	-63%	-56%	-47%	-24%	-8%	-5%	2%	12%	11%	10%	-4%	-23%
Selon vous, comment évolueront les investissements pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?																
Augmenteront	69%	45%	13%	10%	18%	14%	29%	26%	27%	31%	48%	44%	39%	43%	38%	19%
Pas de changement	26%	39%	30%	15%	31%	37%	29%	32%	45%	42%	40%	41%	47%	46%	47%	42%
Diminueront	5%	16%	57%	75%	51%	49%	42%	42%	27%	27%	12%	15%	14%	11%	15%	38%
Résultat net	64%	29%	-44%	-65%	-33%	-35%	-13%	-16%	0%	4%	37%	30%	25%	31%	22%	-19%
Selon vous, comment évolueront le recrutement pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?																
Augmenteront	69%	51%	9%	8%	10%	12%	15%	15%	16%	22%	22%	31%	29%	32%	26%	18%
Pas de changement	26%	35%	22%	14%	50%	42%	33%	31%	54%	55%	61%	44%	50%	50%	56%	48%
Diminueront	5%	14%	69%	78%	40%	46%	52%	54%	31%	23%	17%	25%	21%	18%	18%	34%
Résultat net	64%	36%	-60%	-70%	-31%	-34%	-38%	-40%	-15%	-2%	5%	7%	7%	13%	9%	-15%
Selon vous, comment évolueront les frais annexes, tels que frais de déplacements, formation et marketing pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?																
Augmenteront	47%	18%	6%	5%	10%	2%	9%	10%	8%	7%	16%	17%	19%	24%	17%	12%
Pas de changement	41%	57%	24%	22%	25%	33%	28%	27%	49%	52%	52%	50%	46%	50%	46%	50%
Diminueront	12%	25%	70%	73%	66%	65%	63%	63%	43%	41%	31%	32%	35%	26%	37%	38%
Résultat net	35%	-7%	-65%	-67%	-56%	-63%	-54%	-52%	-35%	-34%	-15%	-15%	-17%	-2%	-20%	-26%

	1T 2011	2T 2011	3T 2011	4T 2011	1T 2012	2T 2012	3T 2012	4T 2012	1T 2013	2T 2013	3T 2013	4T 2013	1T 2014	2T 2014	3T 2014	4T 2014
Selon vous, comment évolueront les flux de trésorerie d'exploitation des entreprises suisses au cours des 12 prochains mois ?																
Augmenteront	63%	43%	13%	6%	19%	22%	29%	28%	40%	49%	47%	54%	50%	60%	50%	31%
Pas de changement	28%	34%	11%	22%	35%	29%	26%	39%	35%	37%	37%	31%	38%	28%	39%	43%
Diminueront	9%	24%	76%	72%	46%	49%	46%	33%	25%	14%	16%	15%	11%	12%	11%	26%
Résultat net	54%	19%	-64%	-67%	-27%	-27%	-17%	-5%	15%	35%	31%	39%	39%	48%	38%	6%
Selon vous, comment évolueront la trésorerie et les équivalents de trésorerie dans le bilan des entreprises suisses au cours des 12 prochains mois ?																
Augmenteront	51%	35%	15%	14%	27%	33%	32%	34%	36%	41%	38%	48%	46%	45%	51%	38%
Pas de changement	23%	42%	43%	35%	35%	40%	40%	46%	46%	44%	42%	36%	38%	32%	31%	40%
Diminueront	26%	23%	42%	51%	38%	27%	28%	20%	18%	15%	21%	16%	16%	24%	18%	22%
Résultat net	25%	12%	-27%	-36%	-12%	5%	4%	14%	19%	27%	17%	31%	31%	21%	33%	17%
Est-il judicieux d'augmenter le risque de bilan maintenant ?																
Yes	37%	37%	19%	10%	19%	13%	17%	25%	25%	36%	39%	36%	47%	43%	51%	30%
No	63%	63%	81%	90%	81%	87%	83%	75%	75%	64%	61%	64%	53%	57%	49%	70%
Au cours des douze derniers mois, comment évaluez-vous le niveau de risque financier sur votre bilan ?																
Hausse	28%	30%	42%	38%	31%	32%	33%	26%	26%	28%	21%	28%	23%	29%	28%	28%
Pas de changement	39%	51%	30%	32%	40%	41%	43%	50%	34%	42%	42%	38%	40%	42%	42%	45%
Baisse	34%	19%	28%	30%	29%	27%	25%	24%	40%	30%	37%	33%	38%	29%	29%	27%
Résultat net	-6%	12%	14%	9%	2%	4%	8%	2%	-14%	-2%	-16%	-5%	-15%	0%	-1%	1%

Contacts et auteurs

Contacts

Thierry Aubertin

Associé
Responsable Suisse romande
+41 58 279 80 15
thaubertin@deloitte.ch

Alexandre Buga

Associé
Audit & Advisory
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch

Jean-François Lagassé

Associé
Corporate Finance
+41 58 279 81 70
Jlagasse@deloitte.ch

Caroline Dumont

Marketing & Communication
+41 58 279 80 97
cdumont@deloitte.ch

Auteurs

Dr. Michael Grampp

Chief Economist
+41 58 279 6817
mgrampp@deloitte.ch

Dennis Brandes

Research Economist
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch

Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

Le Deloitte CFO Survey est soutenu par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.



Participation à notre étude et accès aux précédentes enquêtes

Si vous souhaitez participer à notre étude, ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch

Les exemplaires des précédents CFO Survey sont consultables sur notre site web à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey



Notes

Deloitte fait référence à Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique) et à son réseau de sociétés affiliées, formant chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte LLP, la société britannique affiliée de DTTL.

Deloitte SA est reconnue comme société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

La présente publication a été rédigée en des termes généraux et ne peut servir de référence pour des situations particulières ; l'application des principes ainsi définis dépendra de circonstances spécifiques et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA conseille volontiers les lecteurs sur la manière d'intégrer les principes définis dans la présente brochure à leur situation propre. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication.

© Deloitte SA 2015. Tous droits réservés.

Produit et réalisé par le Creative Studio de Deloitte, Zürich. 41138A